

QUÉNIART, Anne et Julie JACQUES, « L'engagement politique des jeunes femmes au Québec : de la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement de société », *Lien social et Politiques*, 46, 2002.

## Les Québécois, pacifistes ou pacifiques ?

**Antoine Robitaille**

Journaliste, chroniqueur au Devoir

Les Québécois forment-ils un peuple foncièrement pacifique, voire pacifiste ? Au plus fort de la mobilisation contre la guerre annoncée en Irak, plusieurs le suggérèrent. Ils se basaient sur le fait que, malgré des températures polaires, les rues de plusieurs villes québécoises furent pendant quelques fins de semaine envahies par les manifestants opposés à la guerre. Le 15 février, on compta de 150 000 à 200 000 marcheurs dans les grandes artères de Montréal : au prorata de la population, c'est l'une des rues de plus grosses foules du monde à avoir défilé contre la guerre annoncée. Svend Robinson, député fédéral du Nouveau Parti démocratique, loua Montréal, « capitale de la paix<sup>1</sup> ». Bernard Landry, alors premier ministre, y alla d'une interprétation hardie : « Ça veut dire qu'il y a vraiment deux nations au Canada. Ceux qui ne le savaient pas le voient bien. [...] On voit là, en tout respect pour tout le monde, que les Québécois forment une nation et que cette nation doit accéder aux instances internationales<sup>2</sup>. »

Peu approuvèrent l'analyse du chef péquiste en ce qui a trait au lien entre le succès des manifestations et l'urgence de l'indépendance. Mais sur le strict plan sociologique, plusieurs constatèrent comme lui une différence importante entre les deux solitudes, phénomène révélé non seulement par les manifestations, mais aussi par les sondages.

En mars 2003, les enquêtes indiquaient en effet que les Québécois voulaient la paix à deux contre un et ce, même si les Nations unies eussent donné leur aval à une invasion de l'Irak. À l'inverse, dans le ROC (*rest of Canada*), avec l'accord de l'ONU, c'est l'appui à la guerre qui l'emportait à deux contre un. Peu après le début de l'invasion anglo-américaine, une enquête Ipsos-Reid estimait à seulement 33 % la proportion de Québécois soutenant l'invasion de l'Irak contre 60 % en Alberta<sup>3</sup>. (Cela peut expliquer du reste que les trois chefs québécois alors en campagne électorale se déclarèrent unanimement contre la guerre.) « De Léger Marketing

à Ipsos en passant par Ekos, les maisons de sondage confirment toutes cette différence majeure d'opinion entre les deux sociétés », soulignait le journaliste Raymond Giroux, du *Soleil* de Québec.

### Conjectures

Comment expliquer cette différence ? Il faut le dire, on se perd un peu en conjectures. Dans *Le Devoir*, Josée Boileau, au terme de quelques coups de sondes auprès d'intellectuels, dit y voir un vrai puzzle et affirme : « il n'y a pas une, mais dix raisons » sous-tendant la position pacifiste d'une majorité de Québécois à l'hiver 2003.

Il convient de distinguer les sources profondes et historiques du refus québécois de l'invasion de l'Irak de celles qui semblent plus superficielles, conjoncturelles. Parmi ces dernières, Christian Boucher, de la firme Ekos, souligne que l'image des Américains, aux yeux des Québécois, s'est passablement ternie ces dernières années, notamment en raison de la querelle sur le bois d'œuvre et du refus de l'administration Bush de ratifier l'accord de Kyoto. L'hymne national américain a d'ailleurs été hué à plusieurs reprises au Centre Bell, au mois de mars 2003.

Par ailleurs, pour expliquer le succès des manifestations, Jocelyn Létourneau évoque « un effet cumulatif de mobilisation », provoqué par le succès des premières marches. « Montréal est apparue, sur les écrans du monde entier, comme étant l'une des cités les plus ouvertes à la cause du pacifisme ou à celle de la solution négociée au problème irakien. Voilà qui a dû enthousiasmer plusieurs Québécois dans leur

désir de participer à un grand mouvement de distinction progressiste à la face de la planète. » Josée Boileau, dans *Le Devoir*, évoque, avec le professeur Michel Despland de l'Université Concordia, un « effet immigration ». Les Néo-Québécois, notamment des communautés arabe et latino, ont souvent souffert de la guerre dans leur pays d'origine, « d'où leur forte présence dans la rue ». Cela vaut pour Montréal, faisait-elle cependant remarquer, mais pas tellement pour les autres villes du Québec où les manifestations ont été relativement aussi importantes.

### French connection

Certains expliquent les positions québécoises, dans le dossier irakien, par la filière médiatique, qui est ici clairement française. Le professeur de science politique Louis Balthazar, de l'Université Laval, avance depuis des années qu'au Québec, la perception des États-Unis est, en matière internationale, dépendante du prisme des médias franco-français. Les quotidiens québécois, pour leur couverture internationale, se fient beaucoup aux agences (comme l'AFP) et aux publications françaises : *Le Devoir* repique des articles du *Monde* et de *Libération* ; *La Presse* puise notamment au *Figaro*. Aussi, les journaux comme *Le Monde diplomatique*, les essais anti-américains comme ceux d'Emmanuel Todd (*Après l'empire*, Gallimard, 2002) et d'Éric Laurent (*La Guerre des Bush*), attirent beaucoup l'attention des faiseurs d'opinions québécois. Sur le plan télévisuel, l'influence des chaînes américaines est aussi moindre au Québec que dans le reste du Canada : le CRTC soulignait à l'automne 2002 que si 27 % des anglophones se branchaient

L'influence des chaînes américaines est moindre au Québec que dans le reste du Canada

sur la télévision américaine, 6 % seulement des Québécois faisaient de même<sup>4</sup>. Aussi, en raison de la contrainte de langue, ceux qui commentent l'actualité dans les émissions d'affaires publiques s'abreuvent souvent davantage aux sources francophones — ou, lorsqu'ils sont anglophones, s'avèrent souvent francophiles et donc plus souvent sensibles aux positions françaises (pensons à John MacArthur, intellectuel de gauche et éditeur de Harper's, interviewé régulièrement à Radio-Canada sur les questions américaines). Étant donné la position de l'Hexagone (le gouvernement et le peuple) dans le dernier conflit irakien, on peut croire sans trop se tromper que la filière médiatique française a été un facteur important dans l'intensité du refus Québécois.

### Une tradition pacifiste ?

Mais approfondissons un peu plus : y aurait-il quelque chose dans « l'âme québécoise » qui prédisposerait au refus de la guerre ?

Certains indices poussent à croire que le Québec maintient une tradition pacifique, voire pacifiste. Prenons un fait fortement symbolique : alors que tant d'hymnes nationaux n'en ont que pour les victoires militaires, appellent les citoyens « aux armes » pour défendre la patrie, au Québec, la chanson prescrite pour devenir hymne national — si l'indépendance se faisait un jour — dit plutôt que c'est au tour des « gens du pays » de se laisser « parler d'amour ». On doit aussi à l'auteur de cet hymne officieux, le barde national Gilles Vigneault, plusieurs autres refrains fortement pacifistes, dont celui de sa chanson *Les beaux métiers* :

Mais ne fais pas un militaire...  
 Car ce n'est pas un beau métier  
 D'aller tuer les charpentiers  
 [jardiniers ; journaliers ; prisonniers ;  
 chansonniers ; financiers]<sup>5</sup>  
 De l'autre côté de la terre.  
 Il vaut mieux perdre la guerre  
 Que d'aller au pas  
 Du pauvre soldat.  
 (...)  
 Car le destin d'un militaire  
 C'est de devenir son fusil  
 De devenir son propre outil  
 C'est le plus triste sur la terre  
 Le destin des militaires...  
 Qui s'en vont au pas  
 Tuer des soldats.

Ces chansons ne sont que des chansons, certes, mais elles font écho à bien d'autres refus passés de solutions militaires. Selon plusieurs, à travers les quelque quatre siècles de son existence, le Québec aurait presque toujours choisi la paix et refusé la guerre. Les manifestations de février 2003 ne seraient donc que le dernier épisode dans l'histoire d'une tradition séculaire, fruit d'une sorte de gène culturel de la paix.

L'existence de cette tradition, idée qui affleurerait dans le fameux discours de Bernard Landry, a fait l'objet de peu d'études. Serge Mongeau, médecin, éditeur, philosophe écologiste et promoteur de la « simplicité volontaire », le déplorait dans un court texte, où il a tenté de présenter sa propre interprétation<sup>6</sup>. Plusieurs experts (dont Jocelyn Coulon et Béatrice Richard) la trouvent partielle et erronée, mais elle illustre si bien les fondements de la thèse du Québec pacifiste que nous devons nous y attarder. Mongeau qualifie donc ce prétendu trait de caractère

national non pas de « pacifiste », mais « d'anti-militariste ». À toutes les époques, argue-t-il, les Québécois refusent le choix des armes. Il relève six différents moments historiques :

- 1) La campagne contre la révolution américaine : Mongeau soutient qu'à l'époque, de 1775 à 1777, les Canadiens ont peu aidé les Britanniques du Canada à se défendre contre les attaques américaines. Il va jusqu'à soutenir qu'il y eut de nombreuses manifestations contre la mobilisation décrétée par les Britanniques, notamment à Terrebonne, Verchères et Berthier. « Les milices de conscrits de Trois-Rivières, de l'île d'Orléans et du Bas-du-Fleuve refusèrent d'affronter les Américains » et des assemblées publiques « illégales » hostiles à la guerre auraient eu lieu<sup>7</sup> ;
- 2) Les rébellions des Patriotes, en 1837-38 : Serge Mongeau affirme que malgré l'appel de Papineau et d'autres membres de la « petite bourgeoisie (...) la grande partie de la population n'embarque pas, refusant une solution violente » ;
- 3) La guerre des Boers, en 1899-1902 : les Canadiens anglais « veulent soutenir l'Empire britannique, alors que les Canadiens [français] s'y opposent », note Mongeau. Wilfrid Laurier se trouve alors devant un dilemme : « Qu'il aille dans un sens où dans l'autre, il perdra l'appui d'une moitié de son électorat. » Mongeau cite alors l'historien Michel Brunet qui dit qu'en étant contre toute « guerre extérieure », son opposant, le fondateur du Devoir, Henri Bourassa, avait compris « les masses populaires » ;
- 4) L'opposition à la création d'une marine militaire au Canada, en 1910 : dans sa lutte pour la suprématie des mers, « l'Angleterre fit appel à des renforts de ses colonies », rappelle Mongeau. Contre Laurier qui voulait créer une marine canadienne, le Parti nationaliste d'Henri Bourassa fit voter, le 17 juillet 1910, une résolution dans laquelle il blâmait le gouvernement fédéral « de précipiter le pays dans la tourmente militariste, [...] de mettre en péril la paix du Canada et de détourner, pour la construction d'armes meurtrières et pour la préparation de guerres sanglantes, des millions destinés au développement de notre agriculture et de nos moyens de transports » ;
- 5) La Première Guerre mondiale : c'est le fameux épisode de la crise de la conscription. Mongeau rappelle que la loi sur la conscription de 1917, que les Canadiens français refusaient, fut accueillie par de nombreuses et violentes manifestations dans plusieurs villes du Québec. « On parle même de sécession à l'Assemblée législative du Québec », écrit Mongeau ;
- 6) La Seconde Guerre mondiale : pour régler cette autre crise de la conscription, comme on le sait, le gouvernement fédéral organise un plébiscite. Serge Mongeau voit dans les résultats de la consultation populaire une illustration très claire du mouvement anti-militariste : le Canada anglais accepte le principe de la conscription à 79 % et le Québec le rejette à 72 %. « Bien des jeunes Québécois [...] se réfugieront dans les bois ou se cacheront ailleurs, avec l'appui sympathique de la population », écrit Mongeau.

Mongeau qualifie donc ce prétendu trait de caractère national non pas de « pacifiste », mais « d'anti-militariste ».

Ces six épisodes ne furent pas unifiés. Le pacifisme québécois semble s'être révélé à plusieurs autres reprises. Serge Mongeau prétend que tout ce qui a trait à l'armée soulève très peu d'enthousiasme au Québec. En 1992, par exemple, à la question « le budget militaire canadien devrait-il être coupé de 50 %, de 25 %, de 10 %, gelé ou augmenté ? », les Québécois se sont révélés, dans tout le Canada, les partisans des plus chauds de compressions draconiennes<sup>8</sup>. Dans la même enquête, lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient « disposés à se battre pour leur pays », les Québécois ont là aussi marqué leur différence en répondant en grande proportion par la négative à cette question.

Les épisodes comme la crise de la conscription, aux yeux de Mongeau, ne peuvent être uniquement attribués au refus des Québécois de se faire imposer un choix par leurs maîtres Britanniques. Elles tiennent davantage, selon lui, à une culture de la paix, héritée d'un passé rural où il fallait se concentrer sur la culture de la terre ; où partir à la guerre revenait à risquer l'approvisionnement en nourriture pour l'hiver suivant. Ensuite, expliquait Mongeau sommairement<sup>9</sup>, les Québécois, n'ayant pas connu beaucoup la guerre, auraient simplement développé une « habitude » de la paix.

Directeur du bureau de Montréal du Centre Lester B. Pearson pour le maintien de la paix (CPMP) et observateur des questions militaires, Jocelyn Coulon est très sceptique face aux thèses comme celles de Mongeau. Il estime que le rapport des Québécois à la guerre et à la violence est plus complexe qu'on peut le croire. Il fait valoir par exemple

que les Canadiens de la Nouvelle-France furent reconnus comme des guerriers redoutables, ayant adopté les techniques militaires des Indiens. Au XIX<sup>e</sup> siècle, en 1812, Coulon fait remarquer que les Canadiens ont aidé les Britanniques à repousser les Américains. Au XX<sup>e</sup> siècle, les crises de la conscription ont bel et bien existé, convient-il, mais il rappelle que plusieurs historiens, tel Desmond Morton, ont démontré que les deux crises de la conscription ont aussi engendré beaucoup de tensions au Canada anglais. Quant aux Québécois « réfugiés dans les bois », Coulon estime qu'il y a là une part de mythe. « La désertion ne fut pas l'exclusivité des Canadiens français<sup>10</sup>. »

### Exceptions

Aussi, on pourrait dire que dans le parcours du Québec, quelques épisodes font clairement exception, où des Québécois optèrent pour une solution militaire ou violente : les rébellions de 1837-38, la crise d'Octobre de 1970. Contrairement aux tenants de la thèse du pacifisme québécois, plusieurs soutiennent que l'appui aux actions violentes, lors de ces deux événements, fut pendant un temps majoritaire au Québec. Un autre épisode, au XIX<sup>e</sup> siècle, est passablement oublié : la constitution de bataillons de zouaves pontificaux canadiens français. « En tout et pour tout, de 1868 à la capitulation de Pie IX en 1870, un peu plus de 500 Canadiens se rendent à Rome pour défendre le territoire du pape<sup>11</sup>. » Mais comme le fait remarquer l'historienne Diane Audy, très peu d'entre eux participèrent vraiment au combat. Leur engagement ne fut cependant pas sans suite, car en 1899, en leur mémoire, on

Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient « disposés à se battre pour leur pays », les Québécois ont marqué leur différence en répondant en grande proportion par la négative.

créa une Association des zouaves de Québec. Le mouvement prit « de l'expansion ailleurs en province, de sorte qu'on a même pu former au début du xx<sup>e</sup> siècle un véritable Régiment des zouaves pontificaux canadiens. » Dans les années 1950, il compta quelque 2000 membres. Mais comme le souligne le journaliste André Pratte, ce groupe s'apparentait davantage à un club social qu'à une armée. Ces zouaves, plus souvent qu'autrement, firent office de service d'ordre ; ou alors formèrent des haies d'honneur lors de grandes occasions (la dernière fut la visite du pape au Québec, en 1984).

En somme, ces épisodes et quelques autres<sup>12</sup> mis à part mis à part, l'histoire du Québec semble marquée par un refus de la violence et des solutions militaires.

Et les Québécois sont plutôt froids à l'égard des solutions violentes. Aujourd'hui par exemple, ils appuient avec une intensité unique au Canada le principe du contrôle des armes à feu. En effet, depuis l'adoption de la loi sur les armes à feu en 1995, les Québécois ont toujours été les plus favorables à cette mesure, dans des proportions qui se maintiennent autour de 90 %<sup>13</sup>. « On n'est pas un peuple qui a l'arme dans sa mythologie », dit Jean-Herman Guay, politologue de l'Université de Sherbrooke. L'historien Jocelyn Létourneau soutient lui aussi qu'il n'y a guère de « tradition violente ou jusqu'au-boutiste au sein de la société québécoise. Le Guerrier, la Force, l'Agression, le Militaire ne sont pas des figures identitaires dans lesquelles se reconnaissent habituellement les Québécois. Ce ne sont pas davantage des figures qu'ils valorisent ou qui sont publiquement valorisées ».

### Explications globales

Mais comment expliquer l'apparente pente pacifiste québécoise, ce « caractère national », selon le terme de Tocqueville, qui définissait celui-ci comme l'ensemble des « préjugés, des habitudes, des passions dominantes<sup>14</sup> » chez un peuple. Quelques historiens et sociologues, pour le bénéfice de *L'annuaire du Québec*, ont tenté quelques explications.

Jocelyn Létourneau, tout en avertissant le lecteur que faute d'études empiriques, « on ne peut se livrer qu'à des exercices de conjectures », évoque l'explication par la figure du rebelle, celui qui accepte mal d'être embrigadé dans une cause décidée par un autre. Cette figure serait « éminemment valorisée au sein du panthéon identitaire » québécois et constituerait « une de ses toques centrales ». L'historien pense notamment à ces jeunes hommes, au xx<sup>e</sup> siècle, allant se cacher avec l'approbation de leur famille, pour échapper aux conscriptions.

Une autre figure nationale pourrait aussi jouer ici un rôle : celle du « martyr ». Jacques Godbout faisait un jour remarquer, dans les pages de *L'actualité*, que le Québec n'a pas tant des héros que des martyrs ; il aime particulièrement se rappeler ceux qui ont souffert, perdu. De Brébeuf à René Lévesque, en passant par Pierre Laporte, un nombre impressionnant de lieux perpétuent leur mémoire. On y verra facilement un effet du catholicisme, dont la doctrine apprend à « présenter l'autre joue ».

Pour le sociologue de l'UQAM Jacques Beauchemin, cette propension est aussi intimement liée à la situation politique et culturelle des Québécois. Ces derniers puiseraient « dans ce fond

« Le Guerrier, la Force, l'Agression, le Militaire ne sont pas des figures identitaires dans lesquelles se reconnaissent habituellement les Québécois. »

de culture minoritaire » une sympathie spontanée pour l'opprimé. « Depuis l'Acte d'union [1840], les Québécois ont l'habitude des rapports de force qui ne leur sont pas favorables ; ils sont particulièrement sensibles à la situation de ceux qui se trouvent dans des positions qui font penser à la leur. »

Stéphane Kelly, sociologue et historien, rappelle que dans plusieurs conflits militaires (1760, 1837-38), les Québécois se trouvèrent dans le camp des perdants. Il ajoute qu'au moment d'une guerre à l'étranger, les Québécois ne sentent pas la nécessité de prendre une position collective, politique, puisque leur État n'a pas vraiment de relations internationales. Ils seraient donc pacifistes entre autres parce qu'ils se sentiraient en marge de l'Histoire. Robert Fulford, essayiste torontois, note à ce sujet que « les guerres sont faites par des gouvernements. Or, les Québécois ne reconnaissent pas pleinement la légitimité du gouvernement national du Canada. » Dans une optique comme celle des Québécois, il est sans doute plus aisée d'adopter une position radicalement idéaliste<sup>15</sup> (post-historique, dirait le chercheur américain Robert Kagan<sup>16</sup>).

### Distinguer les époques

Il faudrait prendre garde de « ne pas essentialiser les choix pacifique, des Québécois », avertit Béatrice Richard, professeur au collège militaire royal du Canada et qui a publié un essai remarqué sur le mythe de Dieppe<sup>17</sup>.

Tout comme d'autres (Jacques Godbout notamment), elle dit préférer le terme « pacifique » à celui de « pacifiste » pour qualifier les Québécois et leurs ancêtres Canadiens français. Elle

note que ce sont des « circonstances historiques » et des rapports de force particuliers qui ont amené ces derniers à opter pour la paix et non une idéologie de la paix partagée par tous.

En 1914 comme en 1942, les Canadiens français se révoltent selon elle non pas tant contre la guerre que contre la contrainte : ils auraient souhaité avoir le choix d'y aller ou non. Aussi, leur réaction est non seulement un veto contre leurs maîtres les Anglais et à leurs conquérants historiques, impérialistes, les Britanniques, mais c'est surtout un « anti-conscriptionnisme ». Béatrice Richard cite à cet égard l'historienne Elizabeth Armstrong, qui affirmait : « Il est indubitable que le Québec se tient aujourd'hui solidement aux côtés du Dominion pour gagner la guerre. Mais aujourd'hui aussi fermement qu'hier, il nie la nécessité et la pertinence d'envoyer ses fils se battre outre-mer, à moins que ceux-ci ne l'aient choisi en toute liberté. »

Et lorsqu'on observe leur choix, force est de constater que les jeunes Canadiens français ont répondu « présents » à la croisade contre les forces de l'Axe, dit Béatrice Richard : « Au cours de 1942, entre 50 000 et 60 000 d'entre eux se sont déjà engagés comme volontaires pour le service actif outre-mer. Ils totalisent environ 160 000 membres à la fin de la guerre, parmi lesquels entre 84 000 et 90 000 sont originaires du Québec. » Bien sûr, ces chiffres s'expliquent en partie par le chômage et le manque de débouchés gratifiants pour les jeunes francophones sur le marché du travail. « Mais, de la part d'un groupe si nettement anticonscriptionniste et anti-impérialiste, et compte tenu des problèmes que pose son intégration

Ils seraient donc  
pacifistes entre  
autres parce qu'ils  
se sentiraient en  
marge de l'Histoire.

dans une armée anglophone et de tradition britannique, cet effort mérite d'être reconnu à sa juste valeur », soutient la chercheuse.

Quant aux Canadiens français qui se sont opposés à la conscription, leur option exprimait surtout, selon Richard, « une tendance isolationniste comparable à celle des États-Unis pendant les deux conflits mondiaux ». Ce serait donc davantage le reflet d'une « "nord-américanité" territoriale et culturelle qu'un quelconque sursaut religieux ou ethnique. »

#### **Du catholicisme à la social-démocratie**

Il y a au fond deux grandes raisons historiques qui ont amené les Québécois à opter pour une position « pacifique » radicale, à plusieurs moments de leur histoire : leur statut de minorité nationale sans véritable existence internationale, et le catholicisme. Le rôle de la religion, depuis la Révolution tranquille, a bien sûr été minoré, voire carrément éliminé au profit de la social-démocratie. La transition de l'un à l'autre a connu une première phase avec les divers mouvements d'action catholique (les JOC, les JEC, les JAC et autres JIC)<sup>38</sup> auxquels plusieurs personnalités opposées à la conscription ont participé dont Michel Chartrand, Simonne Monet-Chartrand, Gérard Pelletier, Jeanne Sauvé, Pierre Trudeau, etc. Par la suite, la décolonisation, la contre-culture, l'opposition à la guerre du Viêt-Nam : tous ces événements historiques marquèrent de manière indélébile la psyché québécoise. Stéphane Kelly note que « la social-démocratie, bien qu'elle soit arrivée tardivement au Québec, a radicalement refaçonné la culture politique des Québécois à partir des années

1960. Or, la social-démocratie a été fondée au début du siècle sur une philosophie humaniste qui refuse le conflit violent comme mode de résolution des problèmes politiques ou sociaux. »

Ici intervient une autre figure qui vient s'ajouter à celles du rebelle et du martyr : « la figure du progressiste, la cause du Progressisme ». Jocelyn Létourneau y voit deux pôles identitaires cardinaux de la condition contemporaine. C'est pour lui une « marque de distinction sociétale (nationale pour les souverainistes) éminemment valorisée par la très grande majorité des énonciateurs publics au Québec ». Un grand nombre de Québécois est sensible à cette figure et à cette cause grâce auxquelles, dit Létourneau, « ils se mettent collectivement en scène dans le théâtre du monde et grâce auxquelles ils se présentent et se rappellent à eux-mêmes comme collectivité qui ne peut exister (condition minoritaire oblige) que dans la paix et par la négociation, et dont l'avenir ne peut advenir que sur la base d'un dialogue sans fin ».

Létourneau va même jusqu'à dire qu'une nouvelle « alternative tranchée s'impose aux Québécois en ce début de millénaire : être progressiste ou ne pas être ». Il ajoute au passage qu'il est en pratique « fort difficile d'être en même temps Québécois et « à droite », « réactionnaire », « pour les gros, les riches, les célèbres et les gagnants » ». Ce que Jocelyn Létourneau met ici en relief se cristallise dans la figure repoussante — sorte d'épouvantail — d'Elvis Grattton, caricature farouchement pro-américaine, en faveur des gros, des « winners » et au surplus macho, homophobe, vulgaire, etc. Tout ce qu'abhorre la doxa québécoise, c'est-à-dire la pensée ici

dominante ; ou encore, pour le dire avec la dérision d'un Jocelyn Létourneau, le « Système général de pensée conventionnée (SGPC)<sup>19</sup> ».

Cela nous ramène au fond au parti pris des Québécois pour l'opprimé, évoqué plus haut. Jocelyn Létourneau souligne que « l'idée de souffrance est centrale dans l'identité des Québécois : « Ayant souffert et souffrant encore symboliquement dans sa condition identitaire, il ne peut s'exprimer qu'en s'opposant à toute idée de souffrance ». Or, pour bien des Québécois, l'invasion anglo-américaine de l'Irak était d'abord et avant tout perçue comme une cause de souffrance pour le peuple irakien. Une position apparentée semble se cristalliser à l'égard du conflit israélo-arabe (conflit dont on pourrait dire qu'il a remplacé l'alternative Est-Ouest de la guerre froide). Pour de nombreux Québécois, les Palestiniens, étant clairement ceux qui souffrent le plus, méritent davantage leur appui.

### Européanité ?

Si le refus québécois de la conscription, au moment des conflits mondiaux, fit ressortir un isolationnisme tout à fait nord-américain, les manifestations québécoises massives contre l'invasion de l'Irak, en 2003, mettraient-elles en relief une nouvelle européanité ?

En effet, un fossé identitaire de plus en plus profond entre l'entité Québec-Canada et les États-Unis semble se creuser. Le différend porte d'abord sur la guerre, à propos de laquelle le gouvernement canadien de même qu'une bonne partie du peuple dans le ROC (*Rest of Canada*), ont choisi de ne pas suivre leurs alliés historiques américains et britanniques. (Notons que dans

le Canada anglais, les opposants à la guerre insistent souvent sur la tradition de maintien de la paix comme valeur cardinale des relations internationales de la fédération. Par exemple, dans le *Calgary Herald*, Catherine Ford écrit : « Nous ne sommes pas de faux Américains, mais de vrais Canadiens. Et à quoi excellons-nous comme nation ? À faire la paix. »)

Le différend entre l'entité Québec-Canada et les États-Unis comporte trois autres fronts sociaux et culturels. La religion, d'abord : le sondeur Michael Adams<sup>20</sup> soutient qu'alors que les Canadiens deviennent de moins en moins religieux, le phénomène inverse s'observe aux États-Unis. Naomi Klein avance — prudemment — l'hypothèse d'une « hippy nation » canadienne en soulignant « l'ouverture » du Dominion à l'égard du mariage des homosexuels et de la marijuana à usage thérapeutique<sup>21</sup>, ce qui semble impensable au sud.

Sur toutes ces questions, le Québec a les positions les plus radicales au Canada. Il s'oppose la plupart du temps à l'Alberta, qui s'avère sans conteste la plus américaine des provinces canadiennes<sup>22</sup>. Sur les questions de la puissance, du multilatéralisme, comme sur les questions sociales, le Canada — le Québec en tête — met donc de plus en plus en avant une position de type « vieille Europe ». Il vient de Vénus alors que son voisin du sud loge à l'enseigne de Mars (pour reprendre les catégories de Robert Kagan). Dans la nouvelle opposition « Ouest contre Ouest<sup>23</sup> », au sein de cette « faille atlantique<sup>24</sup> » qui s'approfondit, le Canada et le Québec convergent et ressemblent de plus en plus au vieux continent. Excluons ici

l'ancienne métropole britannique (ainsi que la nouvelle Europe), qui ont choisi de suivre à fond les États-Unis dans l'aventure irakienne (mais les peuples suivent-ils?) En passant, le Canada est un des seuls pays du cercle de l'Anglosphère — pays bénéficiant du système d'espionnage Échelon — à avoir refusé de monter dans le train de la guerre. L'ancien premier ministre Brian Mulroney, avec une ironie cinglante, reprocha d'ailleurs à son successeur d'avoir suivi la France ainsi que les « nouveaux amis » du Canada : les Russes, les Chinois et les Allemands.

Chose certaine, un sondage Ekos a révélé fin mars 2003 que c'est au Québec que l'appui au refus de Chrétien fut le plus élevé : 85 % comparativement à 71 % dans le ROC. Force est de constater, contrairement à ce que disait Bernard Landry, que le ROC et le Québec convergent sur plusieurs questions. Du reste, le Québec incarne-t-il un Canada tout simplement plus « radical » ou est-ce le Canada qui se laisse entraîner par le Québec... vers la France ?

Certains ont des réponses caricaturales — mais révélatrices — à ces questions : Lowell Ponte, dans *Frontline*, magazine ultra-néo-conservateur américain, écrivait en avril, après la défaite de Bernard Landry, que les Québécois ont réalisé qu'il n'est plus nécessaire de faire l'indépendance : « Les Franco-Canadiens, trois siècles après leur défaite, ont finalement gagné. Ils ont conquis leurs conquérants. Le premier ministre gauchiste Jean Chrétien partage la culture, le langage et les opinions politiques anti-américaines du président français Jacques Chirac. » Autrement dit, poursuivait Ponte, « le pays au nord des États-Unis ne s'appelle

plus Canada. Il est devenu la France II, la Nouvelle-France, un clone culturel et politique du pays de Jacques Chirac<sup>25</sup> ».

### Conclusion

Ponte est caricatural et outrancier, bien sûr. Mais il nous montre à quel point nous sommes loin des discours pro-libre-échange des élites québécoises d'avant le 11 septembre, de la guerre d'Afghanistan et de la prise de l'Irak. Loin aussi du déluge de thèses répétitives des années 1990 sur « l'américanité du Québec », dimension de notre identité à laquelle nous devons impérativement « consentir ». (D'ailleurs n'est-il pas significatif que l'on n'entende presque plus personne parler de ce thème, aujourd'hui?)

Comme l'écrivait Graham Fraser dans le *Toronto Star*, au mois de mars dernier, « traditionnellement, les Québécois ont été plus pro-américains que les autres provinces. Aujourd'hui, même parmi les fans de hockey, ils sont les plus anti-américains ». Depuis deux ans, le terrorisme et la sécurité, les guerres et le progressisme sont venus complètement bouleverser les rapports entre les différents joueurs en Amérique du Nord. Et le Québec a pris, en partie en conformité avec son parcours, des positions radicales. Ainsi, il s'est distingué, mais le gouvernement fédéral, contrairement à ce qui s'était produit dans le passé (les crises de la conscription, notamment), est globalement allé dans le sens pacifiste du Québec. Comme le suggère Michael Ignatieff<sup>26</sup>, il évita sans doute ainsi une grave crise avec le Québec. Mais le fédéral s'en prépare peut-être une avec l'Alberta. Du reste, le refroidissement canado-américain ne fait sans doute que commencer. On soupçonne Paul Martin,

« Traditionnellement, les Québécois ont été plus pro-américains que les autres provinces. Aujourd'hui, même parmi les fans de hockey, ils sont les plus anti-américains ».

prochain premier ministre fédéral, de vouloir embaucher son ami Maurice Strong, multilatéraliste radical et sous-secrétaire général des Nations unies (de même qu'ancien artisan du Programme énergétique national) comme conseiller spécial en matière de relations extérieures. Une perspective qui plaira sans doute à une majorité de Québécois ; mais qui risque d'enrager les néo-conservateurs américains influents à Washington. ♦

## Références

1. Graham Fraser, « Quebecers more opposed to war than rest of Canada », *Toronto Star*, 23 mars 2003.
2. *Le Devoir*, Les Actualités, lundi 17 février 2003, p. A3
3. Ici, certains argueront que ces sondages ont démontré qu'à part les Albertains, le reste du Canada avait quasiment la même opinion de la guerre que le Québec. Les Ontariens, par exemple, s'opposaient aussi à la guerre en majorité (plus de 60 pour cent), « sans l'accord de l'ONU », faut-il le souligner. Avec l'accord de l'ONU, ils étaient, à travers les sondages, nettement plus nombreux que les Québécois à se dire en faveur d'une invasion en Irak. Notons aussi que le premier ministre de l'Ontario, Ernie Eves, a, comme son homologue albertain Ralph Klein, fait parvenir à la Maison-Blanche une lettre d'appui, marquant ainsi officiellement leur dissidence avec le gouvernement Chrétien au nom d'un noyau dur de commettants favorables à l'invasion. Le geste n'a pas tellement soulevé de débats dans le ROC. Au Québec, Bernard Landry a même tenu à féliciter Jean Chrétien — pourtant son ennemi politique — personnellement au téléphone.
4. Chiffres rapportés par Raymond Giroux dans *Le Soleil*, samedi 1<sup>er</sup> mars 2003, p. A4
5. Selon le moment de la chanson, le métier cité change dans le refrain.
6. Sous la direction de Serge Mongeau, *Pour un pays sans armée*, Montréal, éditions Écosociété, 1993, p. 81-89.
7. Serge Mongeau cite en appui « Non-violent actions in Canada », in *Our Generation Against Nuclear War*, Dimitrios Roussopoulos, éd. Black Rose Books, 1983, p. 296
8. Compressions de
 

	Canada hors Québec	Québec
50 %	16,8	43,7
25 %	28,2	26,2
10 %	12,4	8
Gelé	27,3	16,7
Augmenté	8,5	0,7
Indécis/refus	7	4,8
9. « Il serait intéressant que des historiens se penchent sur cette question », affirme Serge Mongeau, qui ne prétend pas faire une étude historique définitive.
10. *La Presse*, dimanche 18 novembre 2001, p. S8.
11. André Pratte, « Que reste-t-il des zouaves ? », *La Presse*, mardi 12 mai 1998, p. A14.
12. Il faudrait par exemple nous pencher sur l'épisode de la crise d'Oka de 1990, au cours de laquelle l'intervention de l'armée aurait été perçue de façon positive par les Québécois. Notons aussi que des Québécois avaient choisi des moyens violents pour protester contre le comportement des autochtones. Pensons aux lanceurs de pierres de Châteauguay. Jocelyn Coulon suggère aussi que les Québécois étaient plutôt favorables à la guerre de Corée. Et que lors de la première guerre du Golfe, le foyer de pacifisme se trouvait en Colombie-Britannique et non au Québec.
13. *La Presse*, dimanche 18 novembre 2001, p. S8.
14. *De la démocratie en Amérique*, tome 1, première partie, chapitre deux.

15. Terme utilisé dans le sens philosophique du terme, relevant de la « Paix perpétuelle » de Kant.
16. Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse*, Plon, coll. « Commentaires », Paris, 2003, 161 p.
17. Béatrice Richard, *La mémoire de Dieppe : radioscopie d'un mythe*, Montréal, VLB Éditeur, 205 pages.
18. Jeunesses ouvrières catholiques, jeunesses étudiantes chrétiennes.
19. Jocelyn Létourneau, « Intellectuels silencieux », *Le Devoir*, Idées, lundi 24 février 2003, p. A7.
20. Michael Adams, *Fire and Ice : The United States, Canada and the Myth of Inevitability*, Toronto, Penguin, 2003.
21. Naomi Klein, « Canada : Hippie Nation ? », *The Nation*, 2 juillet 2003, disponible en ligne au [www.thenation.com/doc.mhtml?i=20030721&s=klein](http://www.thenation.com/doc.mhtml?i=20030721&s=klein)
22. Alexandre Sirois, écrivait dans *La Presse*, le samedi 9 septembre 2000, (p. B5) que « les différences entre Albertains et Québécois sont [...] plus prononcées pour ce qui est des droits des couples homosexuels et du contrôle des armes à feu. Si 83,7 % des Québécois sont d'accord avec la loi fédérale qui rend obligatoire l'enregistrement de toutes les armes à feu, seulement 57,4 % des Albertains y souscrivent. Qui plus est, une majorité d'hommes, en Alberta, s'opposent au contrôle des armes à feu, soit 51,6 %. Parmi ces hommes, 43,6 % affirment être "tout à fait en désaccord" avec la loi fédérale, alors qu'au Québec, seulement 14,4 % des hommes se disent "tout à fait en désaccord. »
23. André Glucksmann, *Ouest contre Ouest*, Plon, automne 2003.
24. L'expression est de Mario Roy, qui l'a employée dans *La Presse* les 25 janvier et 18 mai 2003.
25. Lowell Ponte, France II, *FrontPageMagazine.com*, 16 avril 2003. « The Franco-Canadians, three centuries after their defeat, have at last won. They have conquered their conquerors. Canada's Leftist Prime Minister Jean Chretien shares the culture, tongue, and anti-American political views of French President Jacques Chirac both of whom, with typically French modesty, think it no accident that their initials J.C. are also those of Jesus Christ. The nation north of the United States is no longer Canada. It has become France II, Nouvelle France, a cultural and political clone of the nation that behaved as America's enemy in trying to undermine our efforts to de-fang an Iraqi regime busy acquiring weapons of mass destruction. »
26. En entretien avec l'auteur.